

Edition française

Supplément de  
LA LIBRE PENSÉE INTERNATIONALE  
Redaction et administration :  
Ernest Peytrequin, 4, rue de  
la Louve, Lausanne (Suisse),  
et Evian-les-Bains (France).

La rédaction de la « Voix  
de l'Humanité » et celle de  
la « Libre Pensée internatio-  
nale » sont indépendantes  
l'une de l'autre.

# La Voix de l'Humanité

Paraît tous les samedis

Le service du journal est gratuit  
tant que les circonstances ac-  
tuelles dureront. — Prière de  
nous adresser les commandes  
La Voix de l'Humanité n'est sou-  
tenue que par les cotisations  
volontaires des amis de notre  
cause ; elles seront toujours  
reçues avec reconnaissance.  
Nous autorisons la reproduc-  
tion de toutes nos études.

M. Léopold Katscher

Wabern bei Bern  
Gartenpiegel

## Le militarisme prussien

Tous les peuples d'Europe et même des autres continents sont hantés actuellement par un spectre affreux qui menace depuis longtemps leur paix et leur bien-être : le « militarisme prussien ». Tout le monde est d'accord « qu'il menace la liberté et l'indépendance des peuples, qu'il prime le droit par la force, qu'il ne permet pas le travail paisible, qu'il faut l'éliminer pour pouvoir s'adonner aux œuvres de culture et aux efforts nécessaires au progrès moral ».

Mais comment faire ? Lorsque Hercule avait coupé une tête de l'hydre, il en poussait deux. Est-ce qu'une simple défaite sur le champ de bataille ne renforcerait pas les facultés et la volonté de résistance de ceux qui sont le soutien du fléau ? Est-ce qu'il ne faudrait pas ajouter à la victoire des armes une victoire morale ?

La passion à elle seule ne peut point résoudre ces questions. Il faut examiner d'une manière scientifique, par les méthodes de la sociologie, le PHENOMENE SOCIAL qu'est le militarisme prussien : découvrir ses origines, les lois de son évolution, ses points vulnérables, pour trouver les mesures qui extermineraient le mal d'une manière définitive.

Le militarisme prussien est la forme la plus développée du système militariste général, TEL QUE LA SUPREMATIE DE LA FORCE SUR LE DROIT DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES L'A CRÉÉ.

Puisque les conflits entre les peuples ne sont point réglés par des institutions juridiques, mais par la force des armes, le « droit » du plus fort, tous les peuples ont été obligés de développer une lourde armature militaire, d'appliquer les principes de la science au développement des armements et de l'organisation militaire. Le militarisme prussien est la plus puissante et la plus scientifique de ces machines de guerre, l'instrument de suprématie le plus formidable dans les mains de ses dirigeants, la menace la plus dangereuse pour les autres nations, dont les « droits » ne pourront rien contre sa force en cas de conflit international.

Nous voyons donc que le militarisme prussien, comme tous les militarismes, est essentiellement lié à notre période historique d'anarchie internationale. Si celle-ci était remplacée par une organisation juridique qui trancherait les conflits, d'après la méthode appliquée actuellement par les tribunaux civils à l'intérieur des Etats, la force n'aurait plus de rôle à remplir dans le règlement des conflits entre les peuples et les instruments de cette force perdraient toute valeur pour ceux qui les ont utilisés. Etant très coûteux, ces instruments deviendraient hors d'usage.

Pourtant, l'histoire nous enseigne que des classes sociales, dont la fonction sociale est devenue superflue à cause de l'évolution générale, ont essayé souvent de s'opposer au destin et de se maintenir malgré tout. La noblesse féodale qui autrefois, avait exercé d'importantes fonctions administratives et judiciaires, a perdu sa raison d'être dès l'avènement de la royauté centralisatrice. Mais elle a réussi à maintenir ses privilèges jusqu'à la grande révolution française. Les castes militaires vivant de l'exercice de cette profession et y puisant le titre à leurs privilèges, préférèrent que le progrès du règlement pacifique des conflits internationaux, qui rendrait superflue leur

activité, ne se fasse pas. Les nations trop puissantes au point de vue militaire — accoutumées à obtenir un règlement de tous les conflits, à leur avantage, même contre le droit, par la menace de la guerre, — hésitent à abandonner ce privilège.

Les institutions militaristes ne peuvent être abolies entièrement qu'avec les systèmes auxquels elles servent. Mais, par l'enchevêtrement que nous avons décrit, elles ont une résistance à elles qui retarde l'évolution nécessaire.

Ce qui est vrai dans une certaine mesure de tous les militarismes (de Russie, de France, d'Autriche, — l'Angleterre et l'Amérique sont plus favorisées à cet égard), est doublement vrai du militarisme allemand qui, lui-même, est dominé par le militarisme prussien, qui a été engendré par ce dernier.

Etudions les facteurs particuliers qui l'ont distingué des autres.

La Prusse n'est pas un Etat de la vieille Allemagne. Elle a été fondée comme une sorte de colonie allemande en terre slave et la seule sauvegarde de son existence vis-à-vis de ses propres sujets et vis-à-vis des puissants voisins était son organisation militaire.

Aucune frontière naturelle ne la protégeait, elle était établie sur de vastes plaines destinées à appartenir à l'armée la plus forte, à l'extrême frontière de l'empire allemand, en dehors du rayon de sécurité relative, créé par le pouvoir central.

Les margraves de Brandebourg, qui s'étaient constitués rois de Prusse, étaient donc obligés de concentrer toute leur énergie sur la création d'une armée supérieure à celles des royaumes voisins. Ils ont réussi à tourner toutes les aspirations de leurs sujets vers la carrière et la vigueur militaires. La transformation des Prussiens en tribu guerrière fut un phénomène d'adaptation aux conditions spéciales de leur existence.

L'activité particulière créa une mentalité particulière. Les paysans prussiens, éduqués en soldats, apprenaient de père en fils à obéir aveuglément et sans réfléchir aux ordres de leurs supérieurs. La liberté n'est point un idéal prussien. L'autorité est vénérée, même par ceux qui la subissent.

La noblesse provinciale perdit de bonne heure, en Prusse, ses droits féodaux. La lutte pour l'existence avec les royaumes voisins ne permettait pas le luxe de chevaliers libres (ni d'ailleurs de villes libres) si cher à la vieille Allemagne. Le roi conférait à ses fonctionnaires les fonctions administratives et judiciaires. Il appelait les fils de la noblesse aux deux carrières de fonctionnaires et d'officiers.

Ces officiers nobles étaient éduqués de père en fils dans une double pensée d'autorité. Ils étaient des instruments dans la main du roi, obéissant aveuglément à ses ordres ; mais ils avaient le droit, de leur côté, d'imposer la même obéissance à leurs inférieurs à eux, les soldats (qui, d'ailleurs, étaient dans les mêmes rapports dans la vie civile, de vilains à châtelains).

Ces hobereaux, dans leur triple qualité de propriétaires terriens, de fonctionnaires et d'officiers, sont l'âme de la Prusse et du militarisme prussien depuis des siècles, et ils le sont restés jusqu'à ce jour.

Lorsque la Prusse, par la supériorité de son organisation centralisée sur la liberté anarchique de la vieille Allemagne, réussit à la dominer et

à l'unir sous son sceptre, ces hobereaux prussiens sont devenus les maîtres, méprisés souvent, mais supportés malgré tout, de la grande nation cultivée. Le militarisme prussien était détesté dans tous les milieux populaires et libéraux du nouvel empire, mais il n'était point dans ses habitudes de rechercher la fidélité CONSENTIE de ces sujets. LA FORCE SEULE LUI SUFFISAIT, comme elle suffit à l'officier pour imposer sa volonté aux soldats, et au châtelain pour imposer la sienne aux paysans. Et le rêve des plus audacieux de ces hobereaux était celui-ci, d'appliquer à l'Europe, par trop libre et anarchique, la même recette qui avait réussi vis-à-vis des régions de la vieille Allemagne, infiniment plus riches et plus cultivées que la Prusse rustre et agricole. Et le militarisme, qui avait réussi à maintenir la Prusse et à dominer l'Allemagne, était considéré comme un instrument capable de maîtriser l'Europe et de l'amener vers les mêmes « bienfaits » d'une organisation méthodique.

Car la Prusse et son système militariste ont créé aussi leur idéologie et leurs idéologues. La DISCIPLINE prussienne était élevée à la hauteur d'une vertu universelle. L'AUTORITE des rois de Prusse était considérée comme modèle à opposer aux « démagogues » républicaines ou simplement constitutionnelles des autres Etats allemands ou de l'étranger.

La division du peuple en hobereaux-officiers, éduqués scientifiquement pour donner des ordres, et en paysans-soldats éduqués pour les recevoir et pour les exécuter, sans trop réfléchir, était transplantée aux provinces nouvelles conquises par le glaive. La Chambre prussienne s'élit d'après un système de trois classes d'électeurs, DE SORTE QUE LA VOIX DE LA MASSE EST DOMINÉE PAR CELLE DE LA MINORITÉ RICHE.

Dans les vieilles provinces de la Prusse agricole, le paysan acceptait cela comme conséquence naturelle d'un état séculaire. Dans les régions cultivées et industrielles de l'ouest, on supportait la tyrannie avec indignation, mais on la supportait. Et les principes vieux-prussiens devenaient de cette sorte un « remède infailible contre la démocratie et le socialisme ».

L'idée directrice de la Prusse était toujours la force des armes vis-à-vis de l'étranger et la force de l'autorité vis-à-vis des masses du propre peuple. La FORCE devenait donc l'idole de la nation. La Prusse ayant créé l'empire allemand, la force est devenue l'idée directrice de sa politique mondiale.

Mais on n'a jamais été, en Prusse, partisan de la force irraisonnée, on a toujours aspiré à une force appliquée d'une manière méthodique, mise au service d'une idée d'organisation : On a créé ainsi l'organisation militaire à laquelle étaient appliquées toutes les découvertes techniques ; les chemins de fer de l'Etat prussien, qui sont les mieux administrés du monde, l'assurance ouvrière de l'Allemagne, qui est l'œuvre sociale la plus immense qui existe et « last not least » le système bureaucratique de l'Etat prussien qui, tout en pesant lourdement sur la soif de liberté des administrés, pourvoit assez bien à la satisfaction de leurs intérêts matériels et, d'une manière insurpassée, à la puissance de l'ensemble.

Le militarisme prussien a tous ces défauts et toutes ces qualités du système prussien en général. Son organisation, sa science appliquée, sa direction raisonnée réalisent le comble de leur gen-



re. Mais cette formidable machine, mise au service d'une idée d'autorité qui méconnaît toutes les libertés, d'un idéal de force qui méprise le droit, d'un désir d'expansion et d'un égoïsme naïf qui ne se soucie point des intérêts des autres, est un élément étranger dans notre monde cultivé basé sur la liberté, le droit et l'entente mutuelle; elle menace d'une manière perpétuelle et dangereuse le libre développement d'une civilisation pacifique.

Ces réflexions nous ramènent à notre question du début: Par quel moyen pourrait-on détruire le monstre surhumain, antihumain, qu'est le militarisme prussien?

Nous avons vu que le travail pour l'organisation juridique de l'Europe à lui seul ne suffit pas, puisque le militarisme prussien ne veut pas se résigner à être superflu dans un monde nouveau dominé par le droit. L'histoire de ce dernier demi-siècle nous montre aussi, hélas, que la démocratie allemande, tout en maudissant le système du militarisme prussien, n'a pas la force à elle seule de se libérer du cauchemar et d'en libérer le monde. Est-ce que l'écrasement par les armes, préconisé par les partis de guerre de l'étranger, serait un remède complet?

Nous ne le croyons pas. Le militarisme prussien ayant été écrasé à Iéna, Napoléon, en annexant la moitié du royaume, en gardant ses garnisons dans toutes les forteresses, en imposant à ce qui restait de la Prusse la réduction de son armée, Napoléon, avec tout son génie et sa force d'application, a échoué d'une manière complète. Sept années après Iéna, l'armée prussienne était plus forte que jamais et triomphait à Leipzig et à Waterloo.

Si les alliés se décidaient, après la victoire, à humilier l'Allemagne, en brisant son unité nationale ou en restreignant ses droits de souveraineté, ils rallieraient pour toujours les masses allemandes à la cause prussienne et rallumeraient une soif de vengeance qui serait aussi dangereuse pour la paix de l'Europe que l'état de choses passé.

**POUR QUE LA VICTOIRE DES ARMES ALLIÉES PUISSE AVOIR TOUS SES EFFETS, IL FAUDRAIT QU'ELLE SOIT COMPLÉTÉE PAR UNE VICTOIRE MORALE.** La défaite du système militariste prussien sur les champs de bataille s'enracinera par ses propres forces dans les cerveaux du peuple allemand. Il ne faudrait pas annihiler les effets salutaires de cette leçon vivante par une tentative de tyrannie antidémocratique qui ramènerait, malgré tout, les masses allemandes vers le rêve d'une revanche des armes. S'il est possible, par les circonstances politiques générales, d'utiliser le moment de la victoire pour l'établissement d'un régime d'égalité politique en Allemagne, de sorte que la nation allemande puisse s'affranchir des hobereaux de Prusse, tant mieux! Mais il ne faudrait même pas verser trop de sang dans une guerre éternelle, pour aboutir à ce résultat particulier qui n'est peut-être pas indispensable pour atteindre le but. La défaite vivante du militarisme prussien sur les champs de bataille, la réalisation d'une organisation juridique de l'Europe par le traité de paix; ces deux facteurs conjoints suffiraient très probablement pour amener la nation allemande à une meilleure compréhension de ses propres intérêts, à la perception du fait que le militarisme agressif tel que la Prusse le lui a légué, l'exclut de la communauté des nations, infiniment précieuse pour sa propre évolution.

Nous n'avons envisagé que l'éventualité, assez probable de par les succès récents de l'armée russe, d'une victoire des alliés. Envisageons pour un moment les autres éventualités.

Une victoire du militarisme prussien sur les nations libérales française et anglaise, un essai d'hégémonie prussienne sur l'Europe, serait une

grave atteinte à la continuité du progrès humain; mais, à moins d'une surprise toujours possible avec le jeu des armes — qui, hélas, constitue toujours un élément d'incertitude dans l'évolution ascendante de l'humanité — cette éventualité ne compte plus. Il n'y a guère à envisager que les deux possibilités d'une longue guerre menée jusqu'à l'épuisement général et terminée sans qu'il y ait ni vainqueurs ni vaincus, et l'autre, déjà citée, de la victoire des alliés. Dans les deux cas, l'insertion, dans l'instrument de la paix, d'une clause arbitrale relative aux conflits futurs serait possible, serait nécessaire. Et les conséquences, en ce qui concerne l'avenir du militarisme prussien, seraient assez similaires. Si la nation allemande, après une lutte indécise de huit mois ou d'une année, se convainquait de l'inutilité de l'effort douloureux, elle se résignerait, certes, à l'arbitrage obligatoire, elle comprendrait l'impossibilité d'une hégémonie universelle à conquérir par les armes, l'impossibilité de l'atteinte de bénéfices autres que ceux, que ses qualités intellectuelles et industrielles et le bon droit de son travail pacifique lui donneraient. Nous croyons même que le processus d'adaptation de la mentalité allemande à l'ère du droit, que son abandon volontaire du système militaire, serait plus facile, parce que plus honorable, dans le cas d'une lutte indécise, que dans l'éventualité d'une défaite.

Mais cette question est secondaire pour la solution de notre problème. La victoire des alliés ne dépend point de nos arguments moraux. Nous ne pouvons rien pour ou contre cet événement historique. Le seul rôle possible de nos efforts moraux ne peut être que la propagation de cette vérité sociologique, que la concordance de plusieurs facteurs est indispensable pour la disparition du militarisme prussien:

1. Son insuccès sur les champs de bataille (qu'il soit vaincu, ou que la lutte reste simplement indécise);

2. La réalisation, par le traité de paix, d'une organisation juridique de l'Europe qui élimine la fonction sociale, la nécessité relative de tous les militarismes;

3. Un traitement, modéré (correspondant aux principes démocratiques) de la nation allemande, pour ne pas éveiller en elle ni la soif de la vengeance, ni la dure nécessité de reconquérir l'indépendance perdue par tous les moyens, même ceux du désespoir.

Nous sommes tous d'accord sur la nécessité d'affranchir le genre humain du cauchemar militariste et particulièrement de son incarnation la plus dangereuse, le militarisme prussien. Mais nous jugeons de notre devoir d'élever notre faible voix contre un abus de la victoire, qui annihilerait toute possibilité d'atteindre le but pour lequel on s'est battu. La victoire des armes n'est pas la seule à remporter. Il faut aussi remporter une victoire du bon sens, de la modération et de la générosité sur l'esprit de vengeance et de représailles, lequel nous éloignerait du but auquel tous doivent tendre.

HOMO.

### La guerre et son remède <sup>1)</sup>

La civilisation a rendu tous les hommes solidaires au point de vue économique; ils ont des intérêts communs puissants à défendre et une mission mondiale parfaitement claire à remplir: la mise en valeur d'une façon rationnelle de notre globe.

Il faut reconnaître que, jusqu'à ce jour, tous ont gaspillé les richesses de la terre et se sont rendus par leurs erreurs bien souvent malheureux.

La guerre actuelle est un résultat de leur manque d'entente.

C'est qu'il n'existe, au point de vue gouverne-

<sup>1)</sup> Nous publions volontiers cette lettre d'un de nos lecteurs, comme document psychologique reflétant les courants qui se font jour.

ment et constitution, aucun pouvoir central imposant de la force armée pour maintenir l'ordre suivant des lois fixes; un avant-projet de constitution mondiale est à étudier pendant cette guerre, de manière à éviter le retour d'un pareil cataclysme. Ce qu'il faut obtenir, c'est la reconnaissance légale des droits égaux de tous les hommes, blancs, noirs, jaunes, rouges ou métis, puis le pouvoir nécessaire, avec la force armée indispensable au maintien des lois générales des droits de tous et de chacun, pour arriver ainsi à la sécurité internationale qui, une fois acquise, permettra de désarmer dans de très fortes proportions.

L'anarchie actuelle des peuples entre eux exige des armements croissants et une vigilance de tous les instants de la part de leurs gouvernements.

La grande cause des guerres modernes, et celle de 1914 spécialement, est la surpopulation de certains pays, de l'Allemagne et de l'Angleterre spécialement, tandis que d'autres sont très peu peuplés par kilomètres carrés.

La géographie enseigne que la terre peut contenir une population beaucoup plus forte que le nombre de ses habitants en 1914, qu'il y a encore la place pour tous sous le soleil!

Le remède est bien simple: peupler les plaines, les déserts ou pouvant recevoir un nombre d'habitants supérieurs à celui de 1914; en un mot, organiser l'émigration rationnelle et obligatoire si nécessaire il y a, prévenir l'entassement trop de population dans une même contrée.

C'est là une nécessité inéluctable, un problème à résoudre sans délai par entente générale. Toutefois, dans plusieurs pays, la population en augmentation s'amoncellera et traînera la misère; les peuples et gouvernements, mus par l'instinct de conservation, partiront en guerre à la première occasion favorable en invoquant le « Dieu des batailles » pour justifier leur entreprise.

Le rôle des impartiaux pendant cette guerre atroce est d'étudier, sans passion ni faiblesse, la géographie physique, de manière à pouvoir, au prochain congrès européen ou mondial, faire entendre la voix du bon sens, de la raison et de la science, en prouvant que les hommes peuvent vivre en paix sous une constitution universelle; un gouvernement mondial prenant les remèdes nécessaires en faveur des peuples qui souffrent de l'entassement.

Dans l'ordre, la paix et le travail, pourrons-nous s'étudier les problèmes sociaux au moyen de lois régionales ou universelles et l'humanité pourra continuer sa marche ascendante vers le bonheur.

Ed. GUINAND.

### Une femme allemande à ses sœurs

« J'ai toujours soutenu la thèse que les femmes, donnant la vie, sont nécessairement adversaires de la guerre, mais l'expérience de cette guerre m'apprend malheureusement que ma thèse ne se vérifie pas toujours. Ce n'est qu'avec douleur que l'on peut entendre des éclats de haine chez des femmes. Chaque affirmation de la coopération internationale, qui se redressera dès la conclusion de la paix, chaque appel à la haute tâche de réconciliation des peuples, qui incombera aux femmes, est stigmatisé — par des femmes — comme un « sentiment antipatriotique ». Cela ne devrait pas être, cela n'est pas conforme à la dignité et au rôle de notre sexe; nous fausserions ainsi notre devoir.

La guerre, certes, fait naître des forces morales. Les femmes en font preuve qui, partout, se sont enrôlées volontiers aux services que le pays leur demande en ces circonstances extraordinaires. La guerre apporte, certes, des valeurs éducatives importantes, personne ne le niera — courage, héroïsme, discipline, dévouement, abnégation — mais si elle dure longtemps, elle annule ces mêmes valeurs et conduit au relâchement des mœurs. La guerre provoque aussi l'inhumanité, la haine et la soif de la vengeance surgissent, à côté des actes les plus merveilleux de générosité et de compassion. La guerre a la renommée d'être la plus cruelle destructrice de la civilisation, mais de pouvoir être aussi une des plus puissantes forces créatrices. Si nous admettons qu'il en soit ainsi, il est du devoir des femmes d'apporter à la civilisation le contre poids indispensable à l'affreuse destruction. »

Minna Cauer.

(En sa revue féministe Die Frauenbewegung.)

Edit. resp. H. Bornand. — Imp. Ruedi, Lausanne